

De notre envoyé spécial, Jean-Paul Mari

Rwanda : voyage

Au moins 200 000 tués, plus de 350 000 réfugiés. La tragédie qui a transformé le Rwanda en champ de bataille, ses villes et ses routes en charniers n'est pas une guerre ethnique entre tribus hostiles mais l'extermination organisée et systématique de ceux qui s'opposent à un pouvoir armé et soutenu par la France. Face à un carnage de cette ampleur, l'envoi de 5 000 casques bleus, qui vient d'être décidé par le Conseil de Sécurité, semble bien tardif...

La première rafale fait éclater l'asphalte de la route. Du haut de la colline, à moins de 800 mètres, on nous tire dessus. Une embuscade. Le convoi de l'ONU hésite, ralentit. Déjà ce matin, au même endroit, il a fallu se jeter hors du véhicule pour trouver un abri provisoire. Surtout ne pas s'arrêter, ne pas devenir une cible immobile. Quelqu'un lance un ordre sec au chauffeur : « Accélère ! A fond ! » Trop tard, une deuxième rafale s'abat sur la colonne. Les premiers véhicules passent, les autres sont cloués sur place. Nous sommes à 2 kilomètres au sud de Kigali, la capitale, à la hauteur des abattoirs. Il y a là trois Land Rover et un transport de troupes blindé, tous peints en blanc, clairement identifiés par le sigle des Nations unies et de grands drapeaux bleus. A l'intérieur, des casques bleus, une poignée de journalistes et Bernard Kouchner, qui a passé la journée au siège du gouvernement rwandais pour tenter de négocier l'évacuation d'une centaine d'orphelins prisonniers de la capitale. Des enfants tutsis. De la même ethnie que le combattant du FPR, là-haut sur la colline, penché sur le viseur de sa mitrailleuse lourde. Mais lui ne le sait pas. Son travail est d'interdire le passage. Et derrière nous, les Hutus des troupes gouvernementales cherchent à le forcer.

Nouvelle rafale. Le bruit et la force des explosions sur le sol ne laissent aucun doute sur l'arme utilisée : une mitrailleuse antiaérienne, calibre 12.7, capable de percer 10 centimètres de blindage à 300 mètres de distance, mortel jusqu'à 2 kilomètres. Les impacts hachent les branches d'arbres alentour, font éclater un petit mur d'argile et nous plaquent dans le fossé, le nez dans la boue. Avec son poste radio, un officier fidjien demande au QG de négocier d'urgence un cessez-le-feu. Un major tunisien, debout sous le feu, fait approcher son transport de troupes, à 2 mètres du fossé. Aussitôt, venu de la colline, le coup de massue d'un tir direct entame le blindage au-dessus de la roue avant. C'est clair, on vise l'ONU. Loin derrière nous partent quelques obus de mortier gouvernementaux en direction de la colline rebelle. La

réplique immédiate fait voler la terre du fossé et un ricochet blesse légèrement un fonctionnaire onusien à l'œil gauche. Des véhicules chargés de militaires rwandais profitent de la confusion pour passer à toute allure. Volée de balles. Le temps passe et l'obscurité menace. La mitrailleuse continue à nous interdire tout mouvement. Au bord de cette route, avec la nuit et les combats, la situation risque de devenir intenable. Des maisons environnantes sortent alors trois femmes africaines, la pipe à la bouche et un énorme ballot sur la tête. Avec une lenteur qui donne le frisson, elles prennent, en pleine bataille, le chemin de l'exode. Il faudra quarante-cinq minutes et quelques impacts de plus avant d'obtenir un arrêt du feu, s'engouffrer dans le blindé... pour se faire arrêter et fouiller, quelques instants plus tard, en plein centre-ville, par des miliciens hutus, de l'autre camp, casquette sur la tête, regard haineux et machette à la main, toujours à la recherche de civils tutsis à massacrer.

Le lendemain, l'ONU recevra un message expliquant que les tirs n'étaient pas intentionnels. Sans doute une « erreur ». Comme l'expliquent tour à tour les deux camps. Quand les obus de mortier tombent avec une belle régularité sur le quartier

Les accusations du HCR

A la surprise des organisations humanitaires présentes au Rwanda, le Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations unies (HCR) a accusé explicitement mardi le Front patriotique rwandais (FPR) de « massacrer et torturer des civils ». A la frontière tanzanienne, un délégué du HCR aurait constaté que des soldats du FPR tiraient sur des réfugiés qui traversaient la rivière Akagara pour gagner la Tanzanie. « Ces accusations sont ignobles, c'est de la propagande », a répondu à Nairobi le porte-parole du FPR, alors qu'un représentant du HCR en Tanzanie, interrogé par une organisation humanitaire française, a affirmé ne « pas avoir été informé » de ces exactions du FPR.

R. B.



Delhay-Sipa Press

général des Nations unies, quand ils ble soldats ghanéens obligés de s'enterrer c rats à l'aéroport, quand ils en tuent u plein milieu d'un stade bourré de ré quand les balles ont touché neuf fois maine le minibus d'un fonctionnaire ca fait la navette sur la ligne de front, son peu bleu troué flottant à la fenêtre. P de Nairobi à Kigali, il a d'ailleurs fal dans plusieurs avions de l'ONU. L'un a tour en plein vol, à cause des combats, eu à peine le temps de se poser en bou d'ouvrir ses portes arrière, de déch caisse, de recevoir une volée de balles sieurs ont touché le carlingue, et de rec catastrophe. Deux minutes plus tard, u mortier s'est écrasé sur la piste à la pla pareil. Une « erreur » de plus. A bord, le étaient blêmes de peur et de rage. E bleu à Kigali ressemble souvent au vol dans un champ de tir. Ils le savent et n rien. La Minuar, Mission des Nations l'Assistance au Rwanda, porte un joli son mandat a été conçu pour mainteni

au bout de l'horreur



favoriser l'application d'accords signés par les deux camps : le gouvernement, à forte majorité hutu, et les rebelles du FPR, à forte majorité tutsi. Depuis, la paix a volé en éclats, mais le mandat onusien est resté le même. Au plus fort des massacres, la communauté internationale a pris deux grandes décisions : évacuer les étrangers et réduire le nombre des casques bleus ! Ne restent que 400 soldats et observateurs, ghanéens, tunisiens, sénégalais, canadiens, polonais, maliens... Disciplinés, solidaires, courageux, stoïques. Et impuissants. « L'ONU fait trop peu et trop tard, grince un Nigérian. Ici, les milices ne respectent que la force. Si on a peur de l'utiliser, alors il faut rester chez soi ! » L'Africain est écoeuré : « A l'heure où tout le continent devrait célébrer la victoire de Mandela, nous devons rester là à suivre deux bandes de connards qui s'acharnent à s'entre-tuer. » Sur place, le général Romeo Dallaire a demandé au moins 5 500 hommes, des blindés et un mandat qui ne ressemble pas à une paire de menottes. De quoi faire autre chose que baisser la tête en attendant de voir tuer ses hommes. De quoi essayer de ravitailler et de protéger les civils, ceux qui n'ont pas encore été massa-

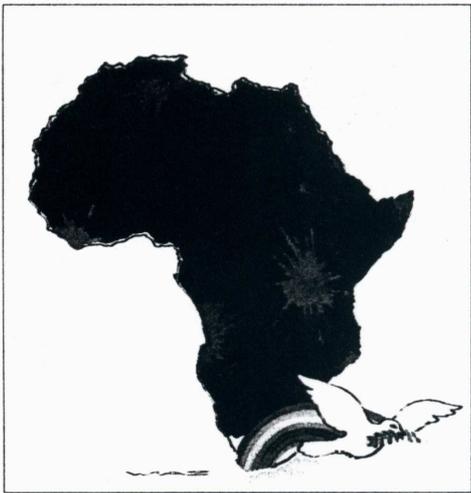
Chaque détour de piste peut cacher un charnier, comme ici, dans les faubourgs de Kigali, où près de 150 Tutsis ont été massacrés par les soldats et les miliciens hutus.

crés. Depuis il attend. Dans le grand stade de Kigali, entassés sous les tribunes et sur la pelouse, dans l'église des Saintes-Familles, serrés contre l'autel, dans les orphelinats bourrés de la ville, dans l'hôtel des Mille-Collines, des milliers de réfugiés tutsis, prisonniers en zone hutu, attendent la mort. Autour d'eux il y a des meutes d'assassins qui piaffent et un mince cordon de casques bleus qui essaient de former un fragile rempart. Ces réfugiés tremblent de peur ? Et ils ont raison. Tout autour d'eux, ils le savent, le pays ressemble déjà à un immense charnier.

Il suffit de prendre une des pistes de terre qui mènent dans la campagne autour de Kigali. D'abord, on respire en laissant enfin derrière soi le bruit des armes automatiques et des obus de mortier qui torturent la ville. Puis, progressivement,

un autre malaise vous saisit, l'impression de quelque chose d'anormal dans le décor. Pourtant, tout est là : la piste défoncée, les plantations, les fermes... Tout ? Non. Il n'y a pas un être humain, pas un animal, pas un chant d'oiseau. Rien. Sinon ce silence, dense, malsain. Encore quelques centaines de mètres et on déouvre les maisons ouvertes, pillées. Soudain, l'air sent la mort. Là, à l'entrée d'une ferme, sur le pas de la porte, le corps d'un enfant, décapité. Un autre corps d'adulte est couché contre la clôture. Plus loin, encore un enfant, 8 ans tout au plus, crâne fracassé. Au bout du chemin, il y a deux ou trois bâtiments, des tables et des chaises posées dans un champ : une école catholique. Dans le champ, on marche à côté d'une tête et d'un morceau de corps, dévoré par les chiens. A une dizaine de mètres, l'autre bâtiment est fermé par une porte de fer. On tourne la poignée, on ouvre et on recule, suffoqué. Sur un mètre de hauteur, les corps s'entassent, à moitié décomposés. Plusieurs dizaines de femmes, de vieillards, d'enfants, mêlés, serrés les uns contre les autres, allongés ou accroupis, genoux fléchis, mains sur la tête, dans

la position où la mort les a trouvés. Dehors, quelqu'un ramasse un chapelet de métal blanc : « Les gens ont dû beaucoup prier », dit un rebelle tutsi du FPR. Il explique qu'il leur a fallu une semaine pour prendre ce village, le temps pour les forces gouvernementales de regrouper tous les villageois. De tuer les hommes et d'abattre les animaux. Il vous guide vers une parcelle de terre retournée, montre une fosse commune : « Ici,



il y a plus de mille personnes, dit le soldat. Mais avec les combats, on n'a pas pu enterrer tout le monde. » Kibagabaga était un village tutsi. Kibagabaga n'existe plus.

Au Rwanda, il y a des dizaines, des centaines de Kibagabaga. Vers le sud-est, tout au long des 150 kilomètres qui mènent à la frontière tanzanienne, l'air empesté la mort. Vers le nord et la frontière de l'Ouganda. Vers le sud-ouest et la frontière du Burundi. Sur les routes principales, les chemins, partout où il y a des Tutsis mêlés à des Hutus. Le Rwanda pue la mort. A Kigali, il y avait 350 000 habitants. Les extrémistes hutus sont sortis, armés de machettes, de gourdins, de casse-tête, de lances, de couteaux ou de piquets de tente. La chasse à l'homme a duré des semaines, aux barages sur les routes, au coin de chaque rue, dans chaque maison, chaque villa. Les miliciens, fous de haine, de violence et de sang, ont poursuivi, rattrapé, blessé et achevé indifféremment hommes, femmes et enfants, sur un coin de trottoir, un lit ou une table de cuisine. Une partie de la population hutu s'est cachée ou a fui cette horreur ; l'autre a participé à la tuerie. Les casques bleus n'oublieront jamais ces deux femmes rwandaises, deux femmes africaines identiques, chacune avec un bébé enroulé sur son dos. Sauf que l'une poursuivait l'autre avec une machette à la main, qu'elle a rattrapé la femme et son bébé. Et qu'elle les a tués tous les deux.

A Kigali, quand les bennes à ordures municipales ont fini par ramasser les corps, ceux qui ont eu le courage de les compter en secret ont dénombré 60 000 cadavres ; 60 000 victimes sur 350 000 habitants d'une capitale. Combien dans tout le pays ? Certains parlent de 500 000 victimes. Un demi-million d'êtres humains. Le chiffre paraît démesuré. Au début, on hausse les épaules. Au début seulement. Après, on essaie en vain de chasser ce chiffre de son esprit. Et on essaie de comprendre.

Bien sûr, on peut d'un revers de la main balayer les raisons d'une guerre civile pour la ranger au rayon des « massacres interethniques », une façon rapide de dire que deux tribus de nègres s'entre-tuent dans un coin de l'Afrique centrale, comme ils l'ont toujours fait et comme ils le feront toujours. Une façon de dire que nous n'y pouvons rien, que l'essentiel est d'évacuer les expatriés, entendez les Blancs, et d'attendre que la mare de sang sèche au soleil. Fermez le ban. Et penchons-nous sur d'autres massacres plus civilisés. Sauf que la chose est un peu plus compliquée. Parce que les premières victimes des sinistres Interhamwa, les extrémistes hutus, celles que les hommes à la machette sont venus chercher dans

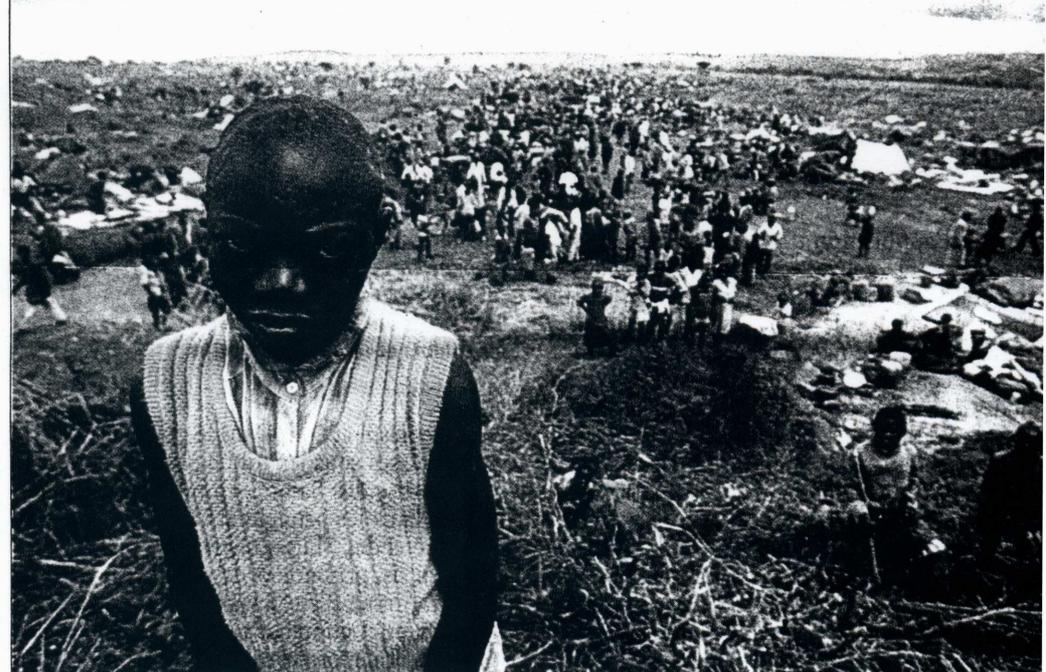
leurs maisons, une liste de noms et d'adresses à la main, étaient des ministres, des fonctionnaires, des militants, tous opposés au gouvernement, des modérés, partisans d'un gouvernement de conciliation. Et pour la plupart ils étaient eux-mêmes des Hutus. Alors ?

En réalité, trois lignes de force expliquent cette très sale guerre. D'abord, bien sûr, il y a le conflit entre deux ethnies. Les Hutus, 90 % de

la population, contre les Tutsis, un peu moins de 10 %. La caricature veut que les Tutsis soient les éleveurs, grands et minces, les « aristocrates » du pays, ceux que la colonisation belge a en tout cas choisis comme l'élite du pays. Les autres, les Hutus, sont des paysans – hutu veut dire serf –, majoritaires et autrefois dominés. Le temps et la cohabitation ont mélangé les ethnies et confondu les types. Ils ont la même langue, les mêmes, églises, les mêmes champs à travailler. Reste qu'un Hutu ne mange pas à la table d'un Tutsi. Et réciproquement. Plusieurs conflits ont éclaté après l'indépendance, et les soldats tutsis qui se battent ici aujourd'hui viennent souvent d'Ouganda, là où ils ont été formés, là où leurs pères se sont réfugiés pendant la guerre en 1959. Reste, enfin, qu'au Burundi, pays voisin dominé par les Tutsis, on a massacré, il y a quelques mois à peine, près de 100 000 Hutus. Tout cela laisse des traces sanglantes dans la mémoire ethnique.

Mais la fracture est aussi régionale : entre les Hutus du Sud, écartés du pouvoir par ceux du Nord, qui tiennent le gouvernement. Elle est enfin

ment politique avec un gouvernement de transition à base élargie, l'intégration des deux armées et des élections nationales. Déjà, plusieurs ministres modérés étaient en place au sein du gouvernement. Le président traînait les pieds, mais semblait contraint au compromis. Et l'on sait que les extrémistes n'aiment pas les compromis. Au retour d'une séance de négociations, au-dessus de l'aéroport de Kigali deux missiles ont fait exploser l'avion du président dont le corps, projeté du ciel, a été découvert par sa femme dans le jardin familial. Aussitôt les massacres commençaient. On savait depuis longtemps que les partis extrémistes distribuaient des armes dans tout le pays, que certains bourgmestres traçaient des plans, qu'il y avait sous la main la liste, maison par maison des habitants, de leur appartenance ethnique d'ailleurs portée sur la carte d'identité. Mais on n'avait pas imaginé qu'en quelques heures seulement partout, dans tout le pays, des groupes de miliciens haineux, ivres, impitoyables tueraient d'abord les opposants et ensuite tout ce qui ressemble à un Tutsi. Comme si tout avait été planifié depuis longtemps pour faire avorter dans le sang tout règlement démocratique de la crise. Et pendant ce temps-là, la radio du Rwanda n'annonçait qu'un seul message : « Tue ! Tue ! Tue ! » Tout ce qui ressemble à un Tutsi, ces soldats venus de l'Ouganda, ces étrangers accompagnés par des mercenaires blancs, les Belges surtout « Tuez les Belges ! » Message reçu. Les groupes organisés vont directement au domicile du ministre de l'Information, de l'Agriculture, du Travail, chez le président de la Cour constitutionnelle. Ils ressortent les machettes tachées de sang. Le Premier ministre, une femme, est protégée par des casques bleus belges. Ils sont submergés, elle s'enfuit, on la rattrape, on la tue. Les soldats belges doivent rendre leurs armes à des hommes de la garde présidentielle. On les amène au Camp Kigali, dans une caserne. Coups de crosse, insulte



politique : entre les extrémistes hutus qui noyautent le pouvoir et les modérés, partisans d'un gouvernement uni. Complicé ? Sûrement. Mais pas plus que la problématique yougoslave où personne n'oserait parler de « tribus » serbe, croate et musulmane bosniaque.

Ici, les accords d'Arusha prévoient un règle-

Plus de 350 000 Rwandais ont dû fuir leur pays pour échapper à la mort. Dans ce camp de réfugiés de Tanzanie, sans doute le plus grand du monde aujourd'hui, ils sont plus de 200 000.

« Que fait la France ? »

Théogène Rudasingwa, un médecin de 33 ans, est le secrétaire général du Front patriotique rwandais (FPR). A Johannesburg, où il était venu rencontrer les responsables de l'ANC, il a répondu aux questions de Laurent Bijard



Paul Kagame, commandant du FPR

Le Nouvel Observateur. – *Au moment où l'ONU tente de mettre sur pied une nouvelle mission au Rwanda, quelles sont vos conditions pour accepter le déploiement des Casques bleus ?*

Théogène Rudasingwa. – Tout d'abord, nous aimerions que l'ONU opte surtout pour une mission humanitaire avec distribution de nourriture, qu'elle organise des convois de ravitaillement pour les réfugiés et les soins aux blessés. Avec un calendrier précis. Nous ne voulons pas voir s'installer définitivement les Casques bleus chez nous. Au Rwanda, la population a perdu confiance dans l'ONU. Près d'un demi-million de personnes ont été froidement abattues. Les Casques bleus étaient à Kigali avec 2 500 hommes et des blindés quand les massacres ont commencé, et ils n'ont rien fait. Nos 600 hommes qui étaient en poste dans la ville depuis l'accord d'Arusha ont réussi, eux, à sauver des milliers de vies humaines. L'ONU n'a même pas réussi à protéger le Premier ministre Agathe Uwilingiyimana, une Hutu modérée, massacrée sous les yeux des soldats belges. Comment croire après cela que l'ONU pourrait sauver des vies ?

N. O. – *Que pensez-vous de l'idée des Américains qui veulent établir des « zones de protection » ?*

T. Rudasingwa. – Nous avons créé nous-mêmes une vaste zone de protection qui va de l'Ouganda à la frontière burundaise où nous venons d'arriver. La proposition de Washington est intéressante dans la mesure où elle s'appliquerait dans des régions frontalières avec la Tanzanie où se trouve encore une forte concentration de forces gouvernementales. Boutros Boutros-

Ghali, lui, veut tout ré-genter depuis Kigali. Il n'a rien compris à la leçon somalienne. Il est tellement embarrassé par l'ampleur du massacre qu'il veut nous refaire le coup de la Somalie. Mais le FPR n'est pas un clan. Personne chez nous n'est le général Aïdid. Nous sommes une force politique organisée. Si au début de notre mouvement nous étions essentiellement tutsis, nous accueillons aujourd'hui de plus en plus de Hutus écœurés par les

massacres. Nous avons réussi à sauver 20 000 Hutus modérés.

N. O. – *Certains – parmi lesquels un conseiller de l'Élysée – continuent à présenter ce conflit comme un affrontement ethnique entre Hutus et Tutsis...*

T. Rudasingwa. – Nous ne comprenons pas la position de certains cercles du pouvoir à Paris. Depuis longtemps, nous demandions à Paris de mettre un terme à son aide financière et militaire au régime dictatorial du général Habyarimana. La France armait et entraînait ceux qui sont aujourd'hui les auteurs des massacres et que nous voudrions voir juger. La France détient par ailleurs la boîte noire de l'avion – français, avec trois membres d'équipage français tués – qui s'est écrasé et dans lequel Habyarimana a trouvé la mort. La France, qui vient de juger Touvier pour crime contre l'humanité, accueille chez elle ceux qui ont du sang sur les mains. Quoi qu'il en soit, nous nous opposerons à ceux qui commencent à parler d'une division du Rwanda en deux États. Seuls des excités extrémistes, avec leur propagande pousse-au-crime, sont à l'origine de cette guerre, qui, j'insiste, n'est que la conséquence des massacres perpétrés par les milices d'Habyarimana. Hutus et Tutsis appartiennent au même peuple, ont la même culture. Tous les Hutus ne sont pas des extrémistes, loin de là. Où irions-nous tracer une telle frontière ? Je suis venu en Afrique du Sud rencontrer l'ANC car nous sommes très intéressés par cette idée de partage du pouvoir telle que Mandela et De Klerk l'ont conçue. Je crois que cela peut marcher dans mon pays.

Propos recueillis par Laurent Bijard

fuit. Pour retrouver Kigali, ses explosions et ses balles traçantes entre les collines. On ouvre un œil vers cinq heures du matin, sans avoir vraiment dormi. Les deux camps se sont battus toute la nuit. Cette fois, ni la nuit ni la pluie ne les arrêtés. La radio annonce que les États-Unis aimeraient une action progressive et l'envoi de quelques dizaines d'observateurs... On pense aux morts de Kibaga-

baga, aux réfugiés de Benako, à ces pauvres 400 casques bleus qui demandent du renfort et aux milliers d'otages coincés au stade, dans un hôtel ou dans une église de Kigali ou d'ailleurs, ces milliers de personnes qui attendent d'être massacrées. On regarde la pluie tomber et on se dit que toute l'eau du monde n'arrivera pas à laver ce qui se passe ici.

JEAN-PAUL MARI